

qu'elle connaît aujourd'hui. La demande doit être forte et les prix doivent être raisonnables.

C'est bien beau de descendre dans les mines pour extraire le minerai, mais si ces travaux coûtent le double du prix auquel vous pouvez vendre votre produit, après un certain temps, rien ne va plus. Il est évident que vous ne voudrez pas continuer d'extraire du minerai si vous ne pouvez pas le vendre. Ce serait tout à fait inutile. Par conséquent, je n'appuie pas cette motion. Je ne vois pas l'utilité de ce genre de marché nationalisé. Premièrement, je ne suis pas en faveur de la nationalisation des industries, parce que je ne pense pas que les fonctionnaires soient de meilleurs administrateurs que les entrepreneurs privés. D'ordinaire, lorsque le gouvernement met le grappin sur quelque chose, vous pouvez être sûr que s'il y avait un profit à faire, il est parti.

• (1830)

Je ne suis pas du tout favorable à cette motion. Peut-être que le député qui l'a présentée aimerait s'asseoir un jour avec moi pour m'expliquer ses raisons. Je sais qu'il n'y a pas de réserves accumulées à Sudbury à l'heure actuelle. J'ignore s'il y en a à Timmins. Cependant, je pense que le secteur s'en tire très bien. C'est le cas également dans ma région. On espère que la demande se maintiendra à son niveau actuel et que les prix demeureront à un niveau acceptable.

Par contre, on aimerait bien voir baisser les taux d'intérêt ainsi que la valeur du dollar canadien. Il y a deux ou trois semaines, j'ai rencontré le président de la société International Nickel. Il m'a dit que chaque fois que la valeur du dollar canadien augmente d'un cent, sa société perd neuf millions de dollars de bénéfices en un an. Je pense que la société bénéficierait vraiment d'un assouplissement de la politique monétaire. La valeur de son produit s'améliorerait et ses investissements rapporteraient davantage.

À mon avis, le gouvernement devrait écouter le Comité des finances lorsque celui-ci lui recommande d'agir ainsi. J'accorde une très grande importance à cet aspect. À l'échelle mondiale, je crois qu'une telle mesure aurait beaucoup plus d'importance que la création d'un organisme de commercialisation, car dans une large mesure, les métaux se vendent partout dans le monde.

Il existe maintenant une lueur d'espoir, alors que les pays en voie de développement achètent des métaux et continueront de le faire dans les années 90. Pour ce qui est des régions dont les mines viennent tout juste de fermer, j'aimerais que le gouvernement prenne des me-

### *Initiatives parlementaires*

sures énergiques pour en ouvrir d'autres. Ce serait véritablement la solution à leurs problèmes.

[Français]

**M. Yvon Côté (Richmond—Wolfe):** Madame la Présidente, à titre de député de Richmond—Wolfe, il me fait plaisir d'intervenir dans ce débat à propos de cette motion présentée en vue de l'implantation d'un organisme coopératif. Cette motion, évidemment, ravive d'autant plus mon intérêt que je viens d'une circonscription minière, de l'amiante en l'occurrence, et je ne doute pas de la générosité des intentions qui se cachent derrière le dépôt de cette motion. Je loue le député d'ailleurs de susciter une telle discussion, mais vous me permettez de dire mon point de vue qui ne sera pas tout à fait le sien. Je vais argumenter là-dessus, madame la Présidente.

Dès son arrivée au pouvoir en 1984, le gouvernement du premier ministre Mulroney a clairement manifesté son intention de laisser fonctionner le marché des bons. Les mesures les plus frappantes d'ailleurs qui ont été prises à cette fin ont été entre autres l'annulation du Programme énergétique national et la privatisation de plusieurs sociétés de la Couronne. On en sait d'ailleurs une large histoire. Aujourd'hui toutefois, et malgré le succès de ces initiatives, nous devons débattre une motion qui pourrait donner au gouvernement, si j'ai bien compris la motion, à tous les paliers, le pouvoir d'influer encore plus sur les forces du marché.

Si je comprends bien la motion, la raison d'être de celle-ci est que le gouvernement serait mieux placé que l'industrie pour commercialiser ses propres produits, que le gouvernement ne consulte pas suffisamment tous les intéressés lorsqu'il élabore ou applique des politiques et stratégies qui auraient pour but de promouvoir les exportations de minéraux canadiens, et finalement que le gouvernement ne fait pas assez pour stimuler ses exportations de minéraux.

Examinons ces suppositions ou hypothèses d'argumentation avec lesquelles je m'accorde très peu. Depuis plus de 10 ans, madame la Présidente, les gouvernements de toutes les grandes économies occidentales ayant constaté le besoin de le faire, ont adopté une démarche non interventionniste à l'égard des marchés, laissant les libres-marchés s'exercer et s'appliquer, libéralisant donc ces derniers, de sorte que l'industrie privée puisse mieux concurrencer. C'est vraiment notre société de commerce occidental que nous vivons ainsi. Cette approche accroît l'efficacité et la compétitivité de l'économie en plus d'accélérer l'accumulation des richesses. Cette démarche a donc eu un tel succès dans la plupart des pays occidentaux que nous assistons justement ces jours-ci à une situation sans précédent dans le système communiste ou socialiste moderne. En effet, dans plusieurs pays socialistes, socialistes même, nous assistons à un véritable effondrement de ce système économique entièrement fondé sur des interventions gouvernementales. Cette